

ministre délégué à l'Industrie et au Commerce et au village nordique de Kangiqsualujjuaq;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Sécurité publique, du ministre d'État à l'Économie et aux Finances et ministre de l'Industrie et du Commerce et du ministre délégué à l'Industrie et au Commerce:

QUE soit établi pour les entreprises devant être relocalisées suite à l'avalanche à Kangiqsualujjuaq le programme d'aide annexé au présent décret;

QUE la gestion de ce programme soit confiée au ministre d'État à l'Économie et aux Finances et ministre de l'Industrie et du Commerce, au ministre délégué à l'Industrie et au Commerce et au village nordique de Kangiqsualujjuaq.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

**PROGRAMME D'AIDE POUR LES ENTREPRISES
DEVANT ÊTRE RELOCALISÉES SUITE À
L'AVALANCHE À KANGIQSUALUJJUAQ**

a) Objectif

Compenser une partie des dépenses encourues par les entreprises manufacturières ou commerciales suite à l'avalanche du 1^{er} janvier 1999 à Kangiqsualujjuaq.

b) Clientèle admissible

Les entreprises admissibles répondent aux conditions suivantes:

- elles sont manufacturières ou commerciales;
- les bâtiments d'où elles opéraient étaient situés, le 1^{er} janvier 1999, dans la zone d'exclusion fixée par le village nordique de Kangiqsualujjuaq, suite à l'avalanche;
- elles ont repris ou redémarreront sous peu leurs activités manufacturières ou commerciales à l'extérieur de la zone d'exclusion.

c) Dépenses admissibles

— Les dépenses engagées pour préserver les équipements et le matériel localisés dans la zone d'exclusion (chauffage, entretien, location d'un local temporaire, etc.).

— Les frais de relocalisation des bâtiments, du matériel et des inventaires provenant de la zone d'exclusion

(transport, raccordements électriques, aménagement du nouvel emplacement, etc.).

— Les pertes d'inventaire et de matériel encourues suite à l'avalanche ou lors de la relocalisation.

— Le coût de remplacement des bâtiments ne pouvant être relocalisés et les frais encourus afin de les céder au village nordique.

d) Modalités d'indemnisation

— Transmettre une demande d'indemnisation précisant les montants réclamés pour les dépenses admissibles.

— Fournir toutes les pièces justificatives y compris les états financiers.

— Céder gratuitement au village nordique, s'il est propriétaire, les bâtiments d'où il opérait et qui ne peuvent être déplacés à l'extérieur de la zone d'exclusion.

— La date limite du dépôt de la demande d'indemnisation est fixée au 31 décembre 1999.

e) Gestion du programme

L'administration du programme est confiée au ministre d'État à l'Économie et aux Finances et ministre de l'Industrie et du Commerce et au ministre délégué à l'Industrie et au Commerce et au village nordique de Kangiqsualujjuaq lequel peut requérir si nécessaire l'aide technique de l'Administration régionale Kativik.

32108

Gouvernement du Québec

Décret 544-99, 12 mai 1999

CONCERNANT une souscription de 20 000 000 \$ au fonds social de la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches

ATTENDU QU'en vertu de l'article 27 de la Loi sur la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches (1998, c. 21), le ministre des Finances peut, avec l'autorisation du gouvernement, payer à la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches, une somme de 75 000 000 \$ pour 750 000 actions entièrement acquittées de son fonds social pour lesquelles des certificats lui seront délivrés;

ATTENDU QU'en vertu de cet article, le paiement peut être fait en un ou plusieurs versements et que, s'il est fait

en plusieurs versements, chacun des versements doit être autorisé par le gouvernement;

ATTENDU QUE les investissements à être réalisés par la Société nécessitent une mise de fonds de l'actionnaire;

ATTENDU QU'il est opportun d'autoriser le ministre des Finances à payer à la Société, sur le fonds consolidé du revenu, une somme de 20 000 000 \$ pour 200 000 actions entièrement acquittées de son fonds social pour lesquelles un certificat lui sera délivré;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre d'État à l'Économie et aux Finances, ministre des Finances, ministre de l'Industrie et du Commerce et du ministre délégué à l'Industrie et au Commerce:

QUE le ministre des Finances soit autorisé à payer à la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches, sur le fonds consolidé du revenu, une somme de 20 000 000 \$ pour 200 000 actions entièrement acquittées de son fonds social.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

32109

Gouvernement du Québec

Décret 545-99, 12 mai 1999

CONCERNANT la poursuite de certaines infractions criminelles devant la Cour municipale commune de la Ville de Lévis

ATTENDU QUE le Code criminel du Canada (L.R.C., 1985, chapitre C-46 amendé par le chapitre 22 des Lois du Canada de 1995) prévoit au paragraphe 1^o de son article 734.4 que lorsqu'une amende, une peine ou une confiscation est imposée ou qu'un engagement est confisqué et qu'aucune disposition, sauf ce paragraphe n'est établie par la loi pour l'application de son produit, ce produit appartient à Sa Majesté du chef de la province où l'amende, la peine ou la confiscation a été imposée ou l'engagement confisqué et est versé par la personne qui le reçoit au trésorier de cette province;

ATTENDU QUE le sous-paragraphe a du paragraphe 3^o du même article prévoit que lorsqu'une autorité provinciale, municipale ou locale supporte en totalité ou en partie les frais d'application de la loi d'après laquelle une amende, peine ou confiscation est imposée ou aux

termes de laquelle sont intentées des procédures ou est confisqué un engagement, le lieutenant-gouverneur en conseil peut ordonner que le produit d'une amende, d'une peine, d'une confiscation ou d'un engagement qui appartient à Sa Majesté du chef de la province soit versé à cette autorité;

ATTENDU QU'il est opportun d'autoriser la Procureure générale à conclure avec les diverses municipalités des ententes portant sur le partage des poursuites entre les cours municipales et la Cour du Québec (Chambre criminelle et pénale) ainsi que sur la remise des amendes et des frais liés aux infractions criminelles poursuivies devant les cours municipales;

ATTENDU QU'il est opportun que les municipalités qui désirent conclure une entente versent préalablement au ministre des Finances les amendes et les frais perçus mais non versés;

ATTENDU QUE la Procureure générale et la Municipalité de Saint-Joseph-de-la-Pointe-de-Lévy ont conclu une entente relative à la poursuite de certaines infractions criminelles devant la Cour municipale commune de la Ville de Lévis compétente sur le territoire de cette municipalité;

ATTENDU QUE cette municipalité n'avait pas intenté de poursuites devant la cour municipale compétente sur son territoire pour les infractions au Code criminel faisant l'objet du protocole de poursuite contenu à cette entente et que, par conséquent, elle n'avait pas perçu d'amendes ou de frais liés à de telles poursuites;

IL EST ORDONNÉ, sur proposition de la ministre de la Justice et Procureure générale:

QUE soit approuvée l'entente conclue entre la Procureure générale et la Municipalité de Saint-Joseph-de-la-Pointe-de-Lévy relativement à la poursuite de certaines infractions criminelles devant la Cour municipale commune de la Ville de Lévis compétente sur le territoire de cette municipalité;

QUE cette entente entre en vigueur le jour de l'adoption du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

32110